

Les écolieux

Une piste pour la
revitalisation des espaces
ruraux ?

ACTES DU COLLOQUE des 17, 18
et 19 octobre
Augan (56)



 **L'ÉPOK** Localités
COOPÉRATIVE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE - Augan -

Le Champ Commun

Dans le cadre de
l'action ECO3,
financée par la
région Bretagne



Les éco-lieux : **Une piste pour la** **revitalisation des** **espace ruraux ?**



Compte-rendu du colloque
17, 18 et 19 octobre 2014, Augan

Introduction

[Ecolieu] *n.m Démarches populaires et collectives articulant habitat (sous différentes formes) et développement d'activités, principalement en milieu rural.*

Au printemps 2014 se tenait une rencontre entre porteurs de projets d'écolieux, programmée dans le cadre d'une recherche-action, co-financée par la région Bretagne via le programme ECO3.

Des attentes sont formulées par plusieurs porteurs de projets quant à une **diffusion, un partage et une appropriation d'outils** (juridique, économique, dynamique de groupe...). Si des futures rencontres sont attendues, elles devront néanmoins être "pragmatiques", « *apportant des réponses opérationnelles aux freins et difficultés rencontrés* ».

Nous nous étions quittés là dessus...

Néanmoins, suite à ces premières rencontres, un réel flou entoure toujours la notion d'écolieu. Une grande diversité de porteurs de projets est ainsi capable de se réunir sur un même *concept*, dont les enjeux se révèlent multiples, souvent complémentaires et parfois même contradictoires (en interne, entre les groupes-projets, avec les élus et le territoire...).

Le questionnement des pratiques et de leur sens est moteur de l'innovation. Il est également essentiel pour bâtir des actions communes, définir des stratégies efficaces au delà de "produits" standardisés, car il impacte directement le choix d'un statut juridique, l'organisation de fonctionnements collectifs ou les négociations entre acteurs d'un territoire.

Ce colloque des 17, 18 et 19 octobre a ainsi été pensé comme une invitation à **la prise de recul**, un préalable à des choix stratégiques et opérationnels, confrontation d'approches politiques et de pratiques, en lien avec des initiatives écolieux accueillies dans toute leur diversité.

Puisse alors le contenu de ces actes retranscrire la richesse des échanges.

Henry-George MADELAINE / Le Champ Commun / Localités
Samuel LANOE / L'Epok
Co-organisateurs de ce colloque

Vendredi 17 octobre

Conférence

Le rural, l'urbain et la métropolisation en Bretagne



Par **Yves LEBAHY, géographe**

Géographe, ancien universitaire, membre des
« Géographes de Bretagne »

Contributions à différents travaux accessibles sur :

- le site des Géographes de Bretagne
- L'ouvrage Géographie numérique de la Bretagne

Introduisant ce week-end de réflexion sur les écolieux, Yves LEBAHY a proposé une exploration des enjeux globaux de l'aménagement des territoires bretons. "Il faut inventer de nouveaux modèles de solidarités entre les villes elles-mêmes et entre les villes et les campagnes, qui répondent aux réels besoins de notre société. Ce qui correspond d'ailleurs à la base de la construction de notre tissu urbain breton."

Introduction

Concernant le titre de cette conférence, nous aurions du dire « La métropolisation, l'urbain et le rural », tant le rural se retrouve aujourd'hui en queue de peloton, ne compte plus. Il doit être abordé désormais comme un espace de résistance.

Il va donc s'agir d'aménagement du territoire.

Or, nous pouvons considérer qu'il n'y a aujourd'hui plus de politique d'aménagement du territoire. Le commissariat au plan (au niveau national) a disparu en 2002, la DATAR est devenue en 2003 la « *division de la mise en concurrence des territoires* ».

L'aménagement devrait être pensé comme l'adaptation d'un territoire à un projet de société, au service d'un projet, d'une utopie. Or, aujourd'hui, il doit être considéré comme une politique de correction des déséquilibres générés par le marché, grand maître de l'organisation de toute notre société.

La mondialisation et son impact sur les territoires

Les raisons de ce changement d'approche de l'aménagement du territoire sont à rechercher dans les dérives de notre modèle économique, conduisant notamment à la mondialisation. Les échanges entre les humains ne sont aujourd'hui plus considérés que sous leur aspect économiques.

« *Nous vivons une rupture homme-milieu* » La définition de la mondialisation peut être empruntée au sociologue / géographe Jacques Beauchart, pour qui ce que nous vivons aujourd'hui est une immense déterritorialisation, au sein de laquelle les aires métropolitaines sont les "*nouvelles matrices de construction du territoire*".

Ainsi, les *flux* (hommes, déplacements, marchandises...) supplantent toute autre organisation. Les réseaux se multiplient, au service d'une mobilité générale. Ces nouvelles matrices définissent de nouveaux espaces de vie polarisés, écartés de leurs héritages historiques, qui ne tiennent plus compte des caractéristiques physiques et géographiques des milieux. Nous vivons une rupture homme / milieu, dont les effets devraient être amplifiés par les mutations climatiques pour lesquelles nos sociétés font preuve d'une grande imprévoyance.

La métropolisation comme projet

L'expression majeure de ces transformations provoquées par cette économie transactionnelle est la métropole. Actuellement, deux visions s'affrontent.

Celle de la *polarisation* d'une part, poursuivant une mobilité sans contrainte des populations, afin d'adapter au mieux les territoires aux contraintes du marché, devant permettre à ces derniers une meilleure insertion dans l'économie du marché monde. La mondialisation est vue ici sous l'angle économique, approche de l'ensemble des partis politiques. Pensons à la loi de décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, ainsi qu'au projet de loi de décentralisation de 2014.

Celle du *respect de l'originalité et des différences* (physiques, géographiques, sociales, culturelles) des territoires d'autre part, projet de société citoyen, de maintien des équilibres territoriaux.

La définition de la notion de métropolisation a changé. Il y a encore quelques années, elle désignait avant tout le lent processus sociétal, l'aboutissement de la société marchande qui avait permis d'attirer dans les grandes villes des réseaux et du pouvoir, permettant d'exercer une influence hégémonique sur les territoires voisins.

Mais la métropolisation doit être désormais entendue comme la volonté de coller à l'ordre mondial du marché. Avec comme parfaites illustrations, les projets du Grand Paris, du Grand Lyon, de l'agglomération de Marseille.

« *La métropolisation doit être désormais entendu comme la volonté de coller à l'ordre mondial du marché* »

Plusieurs ingrédients sont nécessaires à la métropolisation, et notamment des investisseurs et de la matière grise : banquiers, chercheurs, patrons de firmes, managers, logisticiens, cadres, promoteurs, ingénieurs supérieurs etc. Toute une nomenclature de professions *hors-sol*, pouvant représenter plus du quart de la population d'une métropole.

Cette concentration des capacités en un lieu géographique et l'économie d'échelle induite doivent alors permettre de prendre de la puissance pour s'insérer dans le jeu de la mondialisation.

Ensuite, il est souvent entendu qu'au moins un million d'habitants agglomérés serait nécessaire pour être métropole et exister sur la scène européenne ou mondiale.

Il s'agit là d'une "course à l'échalote". Toutes les métropoles n'y arriveront pas.

Aujourd'hui, plus de 1500 villes dans le monde dépassent ce seuil du million d'habitants. En Asie ou sur le continent Américain, plusieurs dépassent même les 20 ou 30 millions. Viser un, ou même cinq millions d'habitants, c'est déjà être hors-course. Au moins 10 millions d'habitants seraient nécessaires, dans cette logique, pour atteindre une masse critique.

Pour attirer matière grise et investisseurs, il faut par ailleurs des services de qualité : voies rapides, aéroports internationaux (Notre Dame des Landes est ainsi devenu cet élément d'accessoire de métropole), lignes grande vitesse, salles de spectacle, de concert, hôtels de grand standing. Les villes doivent être ludiques. Rien n'est trop beau, tandis que le marketing métropolitain et la communication sont largement utilisés, avec pour conséquence, une gentrification.

Cette vision s'est mise en place dans les années 90-2000, et s'est récemment renforcée avec la crise - « Voyez comment la crise touche les sociétés industrielles, mais épargne les métropoles ». Un des grands ambassadeurs de ce discours est Laurent Daveziesⁱ.

Mais, depuis peu, ces métropoles sont elles-mêmes entrées dans la crise. Les activités à haute qualification, exigeant des synergies entre monde de la recherche, de l'industrie et universités, sont malmenées, perdent des emplois ou contraignent les salariés à une mobilité au gré des restructurations du secteur.

Toutefois, au delà des mécanismes de métropolisation, ce sont surtout les conséquences qui nous importent ce soir.

Les effets de la métropolisation sur les territoires et les populations

Les conséquences de la métropolisation, dénoncées par de multiples géographes, ont parfaitement été synthétisées par le Christophe Guilluyⁱⁱ (notamment sur le plan social).

Voici sa démonstration.

La métropolisation provoque tout d'abord un renforcement des flux migratoires conjugué à une désindustrialisation des villes.

Ainsi, d'un côté, il y a une éviction des classes ouvrières et des classes moyennes des villes (voir le récent cas d'Aulnay en région parisienne).

De l'autre, il s'observe un renforcement des *quartiers*, c'est à dire des ghettos recevant les migrations internationales. Si ces quartiers sont devenus des poches d'exclusion dans les années 80-90, ceci doit désormais être nuancé. Guilluy démontre que ces populations issues de l'immigration, étant à proximité des centres de pouvoir, d'emplois, de formation et d'activités, s'intègrent pour partie, relativement bien sur le marché économique.

« Alors même que les métropoles concentrent les populations, services et investissements, les périphéries sont à l'abandon, en pénurie de services publics, d'infrastructures, d'animation culturelles. Des non-lieux. »

Si les catégories modestes refluent, les cadres investissent les quartiers ouvriers (quartiers « bobo-isés ») et renforcent les mécanismes de spéculation immobilière.

Ce contraste entre des populations de cadres et issues de l'immigration laisse alors place à des inégalités ethnoculturelles.

Parallèlement, les flux autour de la ville se multiplient, notamment dans les périphéries. Les populations ouvrières et populaires évincées s'éloignent des centres-villes pour trouver un logement, selon un

gradient de richesse provoquant le phénomène de couronne, depuis les proches banlieues jusqu'au rural profond. Avec pour conséquence, une dissociation de la ville avec son territoire, avec la société.

Alors même que les métropoles concentrent les populations, services et investissements, les périphéries sont à l'abandon, en pénurie de services publics, d'infrastructures, d'animations culturelles. Des non-lieux.

Le « cauchemar pavillonnaire »ⁱⁱⁱ – décrit parfaitement les modes de vie auxquels conduit cette société du pavillonnaire subi.

Autres conséquences : celles environnementales.

Toute concentration engendre des perturbations, c'est un fait physique / chimique. De telles concentrations de populations sont un non-sens dans la relation de l'homme au milieu.

Les réseaux d'infrastructures se développent - tout en étant toujours en retard par rapport à une mobilité croissante, les sols sont consommés en quantité (souvent les meilleures terres – les villes se sont construites au milieu des meilleurs bassins agraires), les approvisionnements en matières premières (eau, alimentation, énergie) se massifient.

60 000ha de terres sont ainsi urbanisés chaque année, dont 5 000 ha/an en Bretagne (l'équivalent de 2 communes). Cette concentration urbaine génère également une importante pollution des eaux.

La métropolisation dans l'ouest

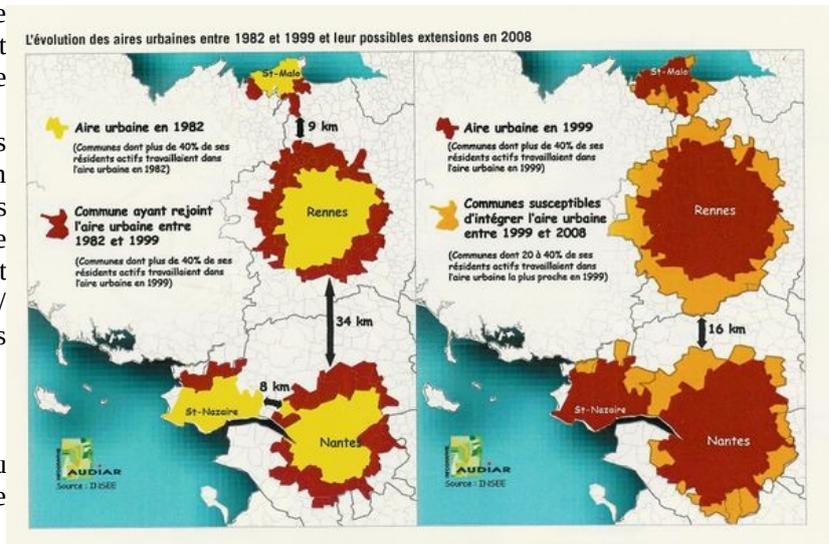
→ [projection d'une carte des réseaux urbains]

Jusqu'alors, l'ouest échappait à la métropolisation, grâce à des logiques d'aménagement différentes, intégrant les relations terre-mer, la dispersion de l'habitat.

Néanmoins, entre 1982 et aujourd'hui, le développement des aires urbaines s'est accéléré, avec la fusion quasi complète de celles de Nantes, Rennes et St Malo.

Les cartes des intentions de ces années là témoignent d'une stratégie de fusion afin d'accélérer la croissance des populations agglomérées, la poursuite d'une « Californie Bretonne », intégrant St Malo / Rennes / Nantes / St Nazaire / La Rochelle et atteignant 1,5 millions d'habitants.

Qui a choisi, débattu de ces stratégies ? Elle n'ont jamais été présentées au peuple, mais définies dans les salons de cercles de pensée et imposées ensuite.



→ [projection d'une carte de répartition des actifs travaillant dans les villes-centre et vivant à l'extérieur]

Aujourd'hui, jusqu'à 50 km, 2/3 des gens prennent leur voiture pour aller travailler principalement dans les villes. On observe également un phénomène de renvoi très récent des populations littorales jusqu'à 30km dans les terres. En l'espace de quelques années, les villes balnéaires sont devenues des cités dortoirs.

→ [Projection d'une carte de l'Insee parue en 2014]

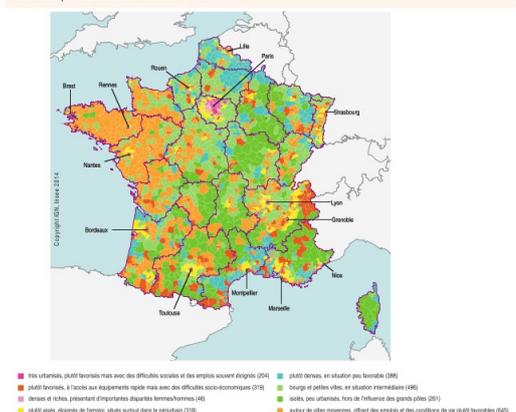
<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1519/ip1519.pdf>

La fracture territoriale est ainsi sans frontières. C'est également une fracture sociale, marquant le divorce total entre la politique et la société. Le monde politique est déconnecté des enjeux, tandis que le principe même d'égalité républicaine est mis à mal par l'État.

Dans les zones de ruralité profonde se concentrent les laissés-pour-compte. C. Guilluy annonçait la déferlante FN dans ces zones. Il y a aujourd'hui une forte corrélation entre le vote FN et la 3ème couronne (+ de 50km des lieux de travail).

C'est toutefois dans ces zones qu'est sans doute en train de s'inventer un contre-modèle.

Carte de la qualité de vie dans les territoires de vie



Le rural en résistance

Cette rupture est dénoncée depuis les années 90. Pour preuve, un texte marquant de Jean-Louis Guigou, alors directeur de la DATAR, paru dans la revue *Futurible*^{iv} en juin 1997 et intitulé “Le paradoxe Français, mondialisation déterritorialisation”.

Pour Guigou, dans le contexte de mondialisation et de libéralisation croissante des échanges, « *les politiques keynésiennes de régulation nationales par en haut demeuraient inopérantes. D'où le paradoxe à résoudre.* »

Selon lui, la mondialisation ne peut provoquer que la recrudescence des inégalités au sein des territoires. Les laissés-pour-compte de la mondialisation vont alors systématiquement prendre le contre-pied. Ainsi, la mobilité va générer le retour à la sédentarité, l'éphémère ; le besoin de repères ; l'homogénéisation, le besoin de se différencier ; la perte d'identité nationale, la montée en puissance des régionalismes ; et enfin, la mondialisation et libéralisation, une recrudescence des productions locales.

Deuxième chose, dit-il, « *si la mondialisation s'impose à nous, la territorialisation ne dépend que de nous. Si on est citoyens, on a capacité à résister. Cela suppose la souveraineté totale de nos institutions locales.* » Ce qui n'existe absolument pas en France, où l'État est centralisé et se crispe en ces temps de crise sur une vision ultra-jacobine, jamais rencontrée depuis le XIX^{ème} siècle.

Ce contre-pied de la mondialisation suppose une recomposition du tissu social / sociétal (communauté, citoyenneté, pouvoir politique), géographique (par bassin de vie / par région) et économique-institutionnelle.

On arrive alors au questionnement des échelles institutionnelles idéales.

Tout d'abord le pays (laminé depuis 2002), comme lieu d'interactions entre les villes et les campagnes, délimitant un espace qui est pratiqué quotidiennement. En Bretagne, le réseau de (petites) villes est encore en interaction avec les espaces ruraux qui les entourent, jusque 30 km.

Le sens de la ville

De telles analyses posent aujourd'hui la question du sens de la ville dans nos sociétés.

La ville, à ses origines, a été zone de marché et d'expression de pouvoir.

La ville du XIX^{ème} siècle est ensuite celle de la révolution industrielle, la ville qui explose, reçoit les migrants et les intègre.

Aujourd'hui, la ville n'est plus ce lieu de tension. Il n'y a pas d'affrontements entre les bobos et les ghettos de populations immigrées.

Au XIX^{ème} siècle, ces affrontements permettaient l'intégration. Aujourd'hui, la ville n'assimile plus, elle est hors-sol.

Avec le récent développement des technologies de communications, la concentration ne se justifie par ailleurs plus. Il peut y avoir des chercheurs partout ! Les pôles de recherche qui fonctionnent le mieux en Bretagne (reconnus sur la scène internationale, déposant le plus de brevets...) ne sont pas ceux des grandes villes.

On a construit la métropolisation sur un postulat qui est aujourd'hui faux : celui de la concentration. Aujourd'hui, c'est la Bretagne tout entière qui pourrait à la rigueur être métropole, avec ses chercheurs disséminés dans les villes et les campagnes, à l'instar de ses capacités industrielles.

La Bretagne sous la tutelle de Paris ?

Aujourd'hui, pour permettre le Grand Paris (Vallée de la Seine, du Havre à Rouen, pesant 17 à 20 millions d'habitants), il faut renforcer et donc étendre les réseaux de Paris. La LGV Rennes-Paris ne doit pas aider la Bretagne, mais renforcer l'aire d'influence de Paris sur la Bretagne. Ce devrait contribuer à marginaliser les parties les plus à l'ouest. Et quel coût financier, environnemental, pour le contribuable, pour cet outil détruisant notre propre société. Le barreau LGV représente, en budget et endettement pour la Bretagne, l'équivalent de 5 années de budget.

On aurait pu, à coûts égaux, financer une flotte complète de caboteurs fluviaux, mettant en lien les territoires intérieurs avec nos ports internationaux.

Quelle société voulons-nous ?

→ [carte des communes en croissance géographique]

Aujourd'hui, on observe une revitalisation des pays du Méné (région de Dinan, Plélan). Ces zones se sont réveillées ces dernières années. Le pays de Pontivy connaît quant à lui la plus forte croissance démographique du Morbihan.

Comment toutefois continuer à vivre dans ces territoires ?

Une société, pour vivre, doit être solidaire, plurielle, équilibrée.

Les changements climatiques imposent que l'on n'ait pas vision séquentielle de l'aménagement, technique, partielle. Nous aurons prochainement besoin de toutes nos ressources locales. Notre mode de fonctionnement actuel repose sur des transports artificiellement peu coûteux. Les coûts du pétrole pour la marine marchande sont scandaleusement bas.

Il y a une mutation à préparer, non prise en charge par les politiques, ne jouant pas leur rôle de guide, n'ayant pas de vision sur le long terme, mais préférant suivre leur électorat.

Une vision globale d'un territoire n'est possible que par une démarche participative, sur un territoire réduit, afin de permettre une analyse fine des problèmes et d'en débattre. Le pays répondait à cela.

Ensuite, il est besoin d'un espace de coordination, d'harmonie. La région propose une échelle pertinente.

Enfin, la région Bretagne a un moteur formidable par son identité, sa culture mobilisatrice.

Si la Bretagne se proclame métropole, elle aura beaucoup plus de chance de se faire reconnaître à l'échelle internationale, que si Rennes ou Nantes poursuivent leur stratégie de métropolisation.

L'ensemble de la conférence et des échanges consécutifs sont téléchargeables sur le lien suivant

<http://www.lepok.org/images/Docs/Ecolieux/Ecolieux-conference-Yves-Lebahy.mp3>



Samedi 18 octobre

Matinée- Introduction

Présentations et questionnement des motivations des participants

Entre porteurs de projets d'écolieux, on se reconnaît, on partage vite une forme de familiarité. Ces notions aimantent. Pourquoi nous reconnaissons-nous dans quelque chose d'aussi flou ? Quelles sont par ailleurs les motivations pour se rencontrer ? Nous avons lancé un appât, on vous a pêché. Pourquoi avez vous mordu ?

Échanges entre Nathalie, Emmanuelle, Dominique, Olivier, Henry-George, Céline, Jean-Sébastien, Amandine, Eric, Samuel, Solenn, Myriam, Daniel, François, Serge, Vincent, des porteurs de projets sur Dinan, Porcaro, Le Faouet, Concarneau, St Brieuc, Tréhorenteuc, Silfiac...

Les projets ont souvent des bases agricoles, jusqu'à envisager la permaculture, les jardins forêts. Les logements se veulent modestes, parfois même légers.

Les intentions d'activités sont commerciales, d'accueil, de services, de production...

- « Je suis là pour m'inspirer de projets existants, questionner nos valeurs et objectifs »
- « J'ai de l'intérêt pour les dynamiques de réseau, et suis à l'écoute de ce qui se passe dans l'ouest. »
- « Partant pour de la mutualisation, de l'échange de pratiques. L'accompagnement n'est pas une question d'experts. »
- « Je compte sur ces rencontres pour m'aider à définir notre propre projet, que nous n'arrivons même pas à nommer. »

Ecolieux, enjeux et contradictions

L'atelier proposait ainsi d'identifier les objectifs (et/ou) enjeux des projets et de leurs porteurs (sont-ils tout à fait les mêmes ?), puis de les représenter en plaçant au centre l'objectif principal, et gravitant autour, les différents objectifs secondaires représentés par des satellites. L'éloignement de ces derniers au centre est relatif à la hiérarchisation des enjeux dans le projet.

Ci-dessous, quelques extraits des échanges face à la mise en évidence de la multiplicité (plutôt que divergence) des approches.



Illustration 1: Enjeux et représentations associés aux écolieux



- « Comment placer le curseur entre l'utopie et l'opérationnel ? Quand se laisse-t-on le temps du passage à l'opérationnel ? »
- « La barre est placée très haute en terme d'enjeux. Il y a un gouffre entre le fonctionnement de notre société et l'ampleur de la tâche. »
- « L'échelle de temps doit être de 30 ans. Le lieu va évoluer, grandir avec des personnes qui vont, qui viennent. »
- « En fait, tout l'enjeu est de trouver un lieu pour exprimer des choses que l'on ne peut pas faire ailleurs »
- « Il faut sortir de la spécialisation. Le site doit permettre de faire la démonstration souriante que d'autres choses sont possibles. »
- « Il doit permettre de s'exercer au bien commun »
- « C'est un projet politique. Nous ne sommes pas dans les projets alternatifs. »
- « Si, alternatif au modèle dominant »
- « Ils ne doivent pas être perçus comme un retour en arrière, mais comme un pas en avant »

Illustration 2: Enjeux et représentations associés aux écolieux - compléments

Après-midi - Le "local"

Qu'entendre par le "local" ?

Les écolieux, une initiative ancrée dans un territoire mais parfois (seulement parfois ?) venant d'ailleurs. La majorité des démarches d'écolieux se pose la question de l'intégration au local, de la relocalisation. Pourquoi revendiquer l'ancrage dans un territoire auquel nous sommes bien souvent étrangers ? Qui s'intéresse aujourd'hui au local ?

→ Atelier de réflexion sur le concept du local. Placement d'analogies sur un axe, du "meilleur au pire." A gauche, les valeurs positives, à droite, les négatives.

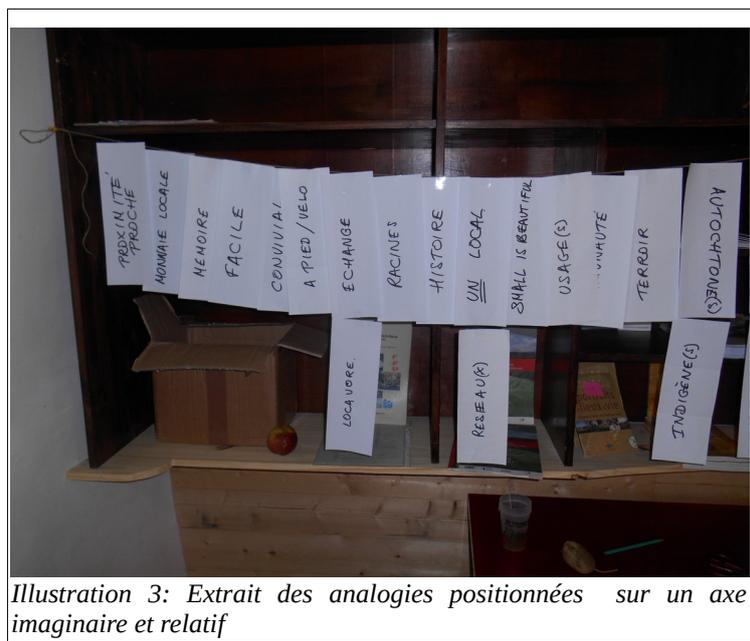


Illustration 3: Extrait des analogies positionnées sur un axe imaginaire et relatif

- « Il faut brûler le négatif » (sur le ton de l'humour)
 - « Non, ce travail sur le négatif nous aide à identifier les freins, ce qu'il faut désamorcer, dépasser. »
 - « Concernant le positif, cela devient parfois tellement fort, qu'il prend toute la place. Il peut y avoir de l'excès de "traditions", de l'abus d'"intégré". Ceci nous invite à une vigilance quant au dosage. »
- Le monde nous oblige à relativiser. Le fait d'assumer un positionnement marqué est une forme de résistance. L'identification des valeurs positives et négatives est un moyen de se positionner, de chercher son point d'équilibre. Dans le cadre des écolieux, les démarches sont collectives et invitent donc à intégrer les "+" et les "-" des uns et des autres. Cet atelier illustre les tensions entre les représentations. La manière de faire cet exercice collectivement aide à créer des représentations collectives.

Les enjeux entre le « lieu » et le « local »

Nous voulons du "local", mais le local veut-il de nous ? Un lieu suggère quelque chose de créé à partir d'une page blanche : pourquoi ne pas transformer l'existant ? Pourquoi a-t-on besoin d'un lieu ? Un lieu de vie ou d'action ? Un lieu unique et centré ? L'expérience est souvent citée comme motivation (étymologiquement, se mettre en danger ou mettre en danger les évidences). L'expérience est-elle une mise en jeu fondamentale ou s'intègre-t-elle, se dissout-elle dans l'existant ?

→ Exercice de débat contradictoire, à partir de trois affirmations.

Affirmation 1 : Dans une approche Ecolieux, l'objectif est, au-delà de vivre et travailler au pays, de vivre et travailler sur la parcelle.

- « Que doit-on comprendre par travailler. Prendre soin d'une parcelle, en augmentant son potentiel agricole, est-ce travailler au sens économique ? »
- « Attention à cette valeur travail, très importante notamment dans les campagnes. »
- « Ceci dépend de la taille de la parcelle. Il n'est pas toujours possible de concilier les deux sur un même lieu, ce n'est pas toujours pertinent (bruit, gêne pour les logements) »
- « Il n'y a alors plus de rupture, de changement entre le lieu d'habitat et celui de travail »
- « Est-ce que tout doit se faire sur un même parcelle, ou imaginer à l'échelle d'un bourg ? »
- « Que cherche-t-on lorsqu'on met tout sur la même parcelle ? Est-ce des enjeux de sécurité, pour garder la maîtrise, optimiser l'efficacité économique ? »

Affirmation 2 : « Plus une approche écolieux poursuit une intégration sociale et institutionnelle, moins elle sera expérimentale »

- « L'institution impose une certaine norme, de reproduire ce qui existe. C'est antinomique avec l'expérimentation, l'innovation. »
- « Ceci dépend des institutions : il y a des différences entre un ministère, un parc naturel régional, une municipalité... »
- « Plusieurs institutions imposent au contraire de faire de l'expérimentation »
- « L'expérimentation est aussi dans les manières de travailler entre citoyens et institutions. Ne peut se faire que sur des petites échelles, au local. »

Affirmation 3 : « L'intégration d'une utopie au local est nécessairement conflictuelle ».

- « Le nécessaire m'interpelle. Il laisse penser qu'on va aller chercher le conflit, même si il n'existe pas. »
- « Un conflit n'est pas forcément un combat, pas forcément négatif. Les contradictions, les tensions sont normales pour que cela puisse se réaliser. »
- « Le Familistère de Godin a provoqué le changement de la ville, des représentations. »
- « Oui, mais c'est l'initiative d'un patron, approche pyramidale. »
- « Sait-on si il n'y a réellement a pas eu de conflit ? »
- « On pourrait plutôt parler plutôt d'approche agonistique : des idées qui viennent, qui s'opposent et interagissent. Le conflit est associé à une idée de violence (le conflit 14-18). Il n'y a pas de violence par principe ; On peut espérer que la rencontre de points de vue différents puisse se passer de manière apaisée. »
- « On peut être dans l'opposition sans être dans le combat. »
- « Conflit et combat, ce n'est pas la même chose. Certains universitaires font même l'éloge du conflit (dans l'ouvrage du même nom). »
- « L'habitat léger dans les campagnes bretonnes est potentiellement source de conflit. »
- « La recherche du consensus de manière molle est parfois une manière d'esquiver le conflit, plus que d'être la résultante d'un conflit permettant d'arriver à du sens commun (consensus). »

→ Illustration par l'expérience du Champ Commun, et de son intégration au village de Augan.

Soirée – Témoignage

La communauté



"En 1972, ils ont entre 20 et 25 ans et souhaitent tous s'installer à la campagne. Faute de mieux, ils achètent une ancienne minoterie abandonnée et mettent en pratique leur credo : travailler sans patron et subvenir aux besoins de chacun." Plongée dans l'histoire de cette célèbre aventure collective de la région Nantaise, en présence de Yann et Brigitte Benoît, co-fondateurs de la "communauté".

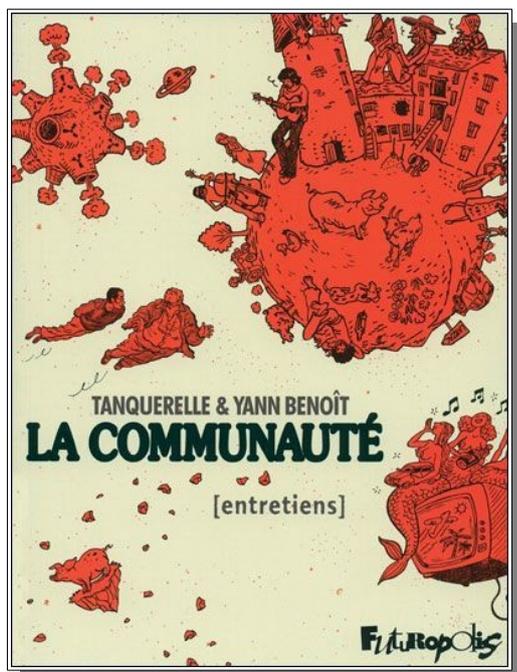


Illustration 4: L'aventure de la communauté est narrée dans la bande dessinée du même nom - Hervé Tanquerelle, Futuropolis.

« Sur le côté économique, l'argent ne me pose pas problème. C'est ce qu'on fait avec l'argent et les bénéfices qui est important. »

« Si je devais conseiller un collectif aujourd'hui, la première chose que je demanderais, c'est de ne plus parler du projet, mais pendant plusieurs réunions, que chacun parle de lui. Et après, seulement, on reparlera du projet. Il faut d'abord faire sortir l'humain. »

Débat :

Les valeurs et pratiques de cohabitation, de solidarité ne sont pas neuves. De même, alors que nous avons des preuves historiques des échecs des communautés, pourquoi se repose-t-on la question aujourd'hui ? A l'instar des mouvements des années 70 (Larzac...) pourquoi en reparle-t-on en ce moment ?

L'ensemble de la conférence et des échanges consécutifs sont téléchargeables sur le lien suivant

<http://www.lepok.org/images/Docs/Ecolieux/Ecolieux-temoignage-la-communaute.mp3>



Dimanche 19 octobre

Matinée – Le "collectif"

L'expérimentation de fonctionnements collectifs est souvent revendiquée. Traduit-elle des envies de démocratie et d'ouverture en interne des groupes. Est-elle présente dès le démarrage ? Est-elle compatible avec de l'opérationnel ? Le collectif : condition de réussite ou fin en soi ?

Introduction - Intérêt collectif et utilité sociale, des notions à éclaircir.

Intérêt : le questionnement des intérêts porte sur les objectifs individuels et collectifs
Ainsi, au champ commun, il y a l'intérêt des salariés, des usagers, des adhérents...

Collectif : *legere* = lier et *cum* = avec
Le collectif, c'est lier les deux à la fois, effet de répétition.

Utilité : usage

Social : pour la société

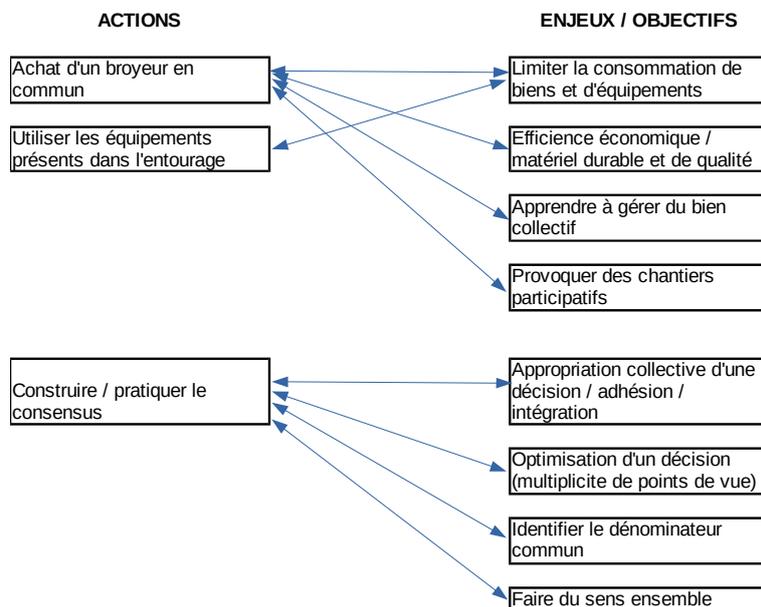
→ De manière systématique, tout le contenu de ce colloque questionne le collectif (interne) et le collectif avec les autres (externe). Ne serions-nous pas écolieux que s'il y a des liens avec l'externe ?
Les échanges sur le collectif lors des rencontres de Silfiac ont illustré l'enchevêtrement de préoccupations. Nous avons délibérément choisi de ne pas axer ce colloque sur des outils, mais sur des questionnements. Et notamment celui des passerelles entre un écolieu et son territoire. L'aspiration aux démarches collectives suffit-elle à justifier d'une plus-value pour la commune, le territoire ?
Quand on va présenter un projet d'écolieux, on est obligé de se situer entre l'intérêt collectif et l'utilité sociale. Ce travail permet de situer son projet, invite à un exercice d'empathie et de compréhension des mots utilisés par notre interlocuteur.

- « Attention : Arriver devant une municipalité en leur annonçant que l'on va faire du collectif, de l'utilité sociale peut les mettre au devant de leurs échecs, de manqués. »
- « Concernant les écolieux, êtes vous d'accord pour dire que l'économie sociale et solidaire en est un de leurs fondements ? »
- « Il y a l'écologie en plus. »
- « C'est plus large ! Non, plus restrictif. »
- « L'économie sociale et solidaire est un ancien paradigme. C'est ce nouveau paradigme qui est sous-jacent à chacun de nos projets. »
- « Comment définir ce nouveau paradigme ? Comment en parler ? »
- « Faut-il l'expliquer aux institutions, ou aborder nos échanges avec leur langage, leur modèle ? »
- « Il faut faire attention aux approche dites systémiques : vision de système, cybernétique. Risque de négation de l'être humain. »
- « Une partie des projets qui sollicitent des appuis au Champ Commun ont une culture hors-sol. On leur dit : vous avez une graine, où voulez-vous la planter ? »

Comment les aspirations au collectif se déclinent-elles dans l'opérationnel ?

→ Exercice d'organisation des intentions qui se cachent derrière le mot collectif, ainsi que les moyens qui s'y rattachent.

- Repartir des grands mots que l'on retrouve dans les chartes / intentions écolieux
- Matérialiser : production d'idées, « quelles actions envisagez-vous / mettez-vous concrètement en œuvre, en lien avec les intentions de collectif ».
- Pourquoi ? Assignation, à ces actions, d'objectifs opérationnels et concrets.
- Organisation des objectifs
- Analyse des conditions de mise en œuvre. Ces objectifs relèvent-ils de l'utilité sociale ou de l'intérêt collectif ? Comment fait-on bouger le curseur ?



	Vivre-ensemble (solidarité)	Décider-ensemble (démocratie)	Produire-ensemble	Posséder ensemble
Listes des actions proposées			Acheter un broyeur en commun	
Enjeux pouvant être liés à de l'intérêt collectif				Moins de dépenses des participants
Enjeux pouvant être liés à de l'utilité sociale			Usage ouvert à qui ? Comment se fait la communication sur l'opportunité de ce matériel à disposition ? Quels besoins de ces équipements mutualisés sur la commune ? Pourquoi pas un broyeur communal ? L'écolieu déclenche alors une initiative plus large. Respect d'exigences publiques d'hygiène et de sécurité.	Moins de déchets pour la collectivité

Conditions ?

Après-midi – les activités

Questionnement des motivations aux activités.

→ Avant de parler de multi-activités, il faut parler d'activités tout court. L'écolieu suggère avant tout l'habiter. L'activité suggère quelque chose en plus – ne serait-ce pas là le point de départ de l'atelier de cet après midi ? Quelle est la plus-value de ce « en plus » ?

Les activités sont des moyens, mais des moyens pour quoi ? Et ce ne sont pas là uniquement des moyens. Il existe des raisons d'agir : habiter, vivre ensemble... De quels types d'activités parle-t-on ici ? Pourquoi y songer en marge de l'habitat ?

Qu'en attend-t-on ? Y est-on obligés ? Pourquoi ? Est-ce un gage d'intégration dans la communauté ? Cela nous différencie-t-il fondamentalement d'un lotissement ? L'activité est-elle interne, ou le support à l'expression d'une implication par rapport à l'environnement social, un « système » prétexte à la récréation de « lien social ».

Par ailleurs, avec le mot écolieu, désigne-t-on des innovations en matière d'habitat et activités, ou bien habitat ou activités ?

Hypothèses posées lors de précédents échanges :

- La multi-activité est un plus et contribue à la durabilité.
- Les logiques d'aménagement du territoire et la spécialisation des espaces commencent à être remises en cause.
- Une dimension « économique-juridique » qui est d'abord présentée comme financière.

« Réduire l'écolieu à une association d'habitat et activités semble malgré tout restrictif. Il y a autre chose de sous-jacent. »

« Peuvent être assimilés à des écolieux :

- Des écovillages (composante économique)
- Des Oasis
- Des éco-centres (composante formation)
- Des écopôles
- ... »

« Pourquoi n'a-t-on pas aujourd'hui des élus de Bruded qui portent des projets d'écoquartiers ?

Il n'y a pas de proximité évidente »

« Les postulats d'écolieux sont pour ma part :

- démarche citoyenne
- liens avec la terre
- Le vivre-ensemble »

« L'écolieu est plus une histoire de proximité philosophique que de l'articulation d'habitat et d'activités. »

« Les activités, lorsqu'elles sont envisagées, proposent-elles une plus-value interne ou externe ?

Est-ce un moyen pour s'ouvrir, entrer en contact ? »

*« L'articulation de statuts entre l'activité et l'habitat peut être multiple ;
- Pour un des projets présent à ce colloque, chacun est propriétaire de terrains individuels, mais les activités sont collectives.*

Il y a de même eu démembrement habitat / activités dans l'histoire de la communauté narrée hier soir : les logements sont en propriété individuelle tandis que l'activité est en SCOP.

- Dans des coopératives d'activités et d'emploi, cette distinction est encore plus fine : les activités sont individuelles. C'est l'outil juridique / administratif qui est collectif. »

« La versatilité des activités économiques semble plus forte que l'habitat. Les logements resteront toujours avec un usage d'habitat. »

Ressources citées au cours du colloque

Livres

La communauté (Bande dessinée)

Yann Benoît et Hervé Tanquerelle
Futuropolis

L'Empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine

Céline Lafontaine
Seuil, 2004

Habitat Rural, quelles nouvelles dynamiques ?

Revue du groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, N° 195
Octobre 2007

Regards croisés sur l'habitat léger, mobile

Relier
Éd. Relier, 2012

Habiter Autrement les espaces ruraux

Les Cahiers de Relier
Relier

Les élus ruraux et l'accès à l'habitat au foncier et au bâti des créateurs d'activité

Programme Habitat Rural en massif Central 2007-2010
Relier

Ressources numériques

Association des Géographes de Bretagne

<http://geodebzh.wix.com/geographes-de-bretagne>

L'ouvrage Géographie numérique de la Bretagne

http://www.skolveizh.com/wiki/G%C3%A9ographie_num%C3%A9rique_de_la_Bretagne

Émissions « Attention Grands travaux » - Chaine public Sénat

« Des années après, les grands travaux lancés à travers nos territoires, souvent au milieu des polémiques, ont-ils atteints leurs objectifs ?

Une fois par mois, « Attention grands travaux ! » part à la rencontre des habitants, des promoteurs, des architectes et des élus pour faire le bilan de ces équipements ambitieux »

http://replay.publicsenat.fr/emissions/attention_grands_travaux/

Article sur le Champ Commun et les rencontres des Ecolieux

JS Moizan – Site Terristories

<http://www.terristories.info/economie/morbihan-le-champ-commun-reinvente-le-commerce-de-proximite-1795.html>

Ce travail s'est déroulé dans le cadre du programme ECO3 (éco-construction, éco-habitat et habitat groupé), soutenu par la région Bretagne et coordonné par la CRESS Bretagne.

Rédaction des actes

Samuel LANOE et Henry George MADELAINE

- i *La crise qui vient*, Laurent Davezies,. La nouvelle fracture territoriale, Paris, Éditions du Seuil, 2012
 - ii *Fractures françaises*, Christophe Guilluy, ed. François Bourin, 2010
 - iii *Le cauchemar pavillonnaire*, Jean Louis Debré, Broché, 2012
 - iv www.futuribles.com
-